

## Roubaix agit contre la précarité menstruelle

Déjà engagée dans la lutte contre la précarité menstruelle par le biais de son CCAS et de la Maison des femmes, la Ville de Roubaix franchit un nouveau cap avec le lancement d'une campagne d'accès gratuit aux protections périodiques dans les collèges et les lycées : 10 000 protections financées par le service jeunesse de la Ville y sont distribuées depuis le retour des vacances scolaires de février. Une expérimentation qui, si elle s'avère concluante, pourrait appeler d'autres initiatives.

Rendre disponibles gratuitement des protections hygiéniques dans tous les établissements secondaires scolaires de Roubaix : telle est l'ambition de la Ville.

La précarité menstruelle, c'est-à-dire la difficulté d'accès aux protections permettant une hygiène décente, le plus souvent par manque de moyens matériels, touche toutes les femmes, quel que soit leur âge, et en particulier les jeunes filles. Aux facteurs économiques se conjugue le caractère tabou qui entoure encore le sujet. À Roubaix, cette réalité est d'autant plus prégnante que de nombreuses familles cumulent plusieurs formes de précarité, notamment sociale.

Au plus près des publics concernés, le service jeunesse, au travers d'un de ses trois Pôles ressources, en l'occurrence Deschepper, a donc financé l'achat d'une palette de 10 000 protections périodiques. Celles-ci seront mises à disposition des collégiennes et des lycéennes, *via* des acteurs relais au sein des établissements scolaires, au premier rang desquels les infirmières. L'idée est en effet d'accompagner la distribution des protections d'une information plus large en direction des élèves, dans la droite ligne des campagnes pédagogiques conduites par le CCAS et le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles).

### Pourquoi les établissements scolaires ?

→ Parce que l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans. Collèges et lycées constituent ainsi un point de passage obligatoire pour les publics concernés. La précarité menstruelle, dans le sens où elle influe sur le comportement, fait par ailleurs partie des causes d'absentéisme à l'école.

→ Parce qu'un gros travail est déjà réalisé par l'Éducation nationale sur ce thème.

### Une initiative qui pourrait en appeler d'autres

La distribution gratuite de 10 000 protections périodiques dans les collèges et les lycées de Roubaix est, pour l'heure, lancée par la Ville à titre expérimental. En fonction des résultats, elle sera bien sûr renouvelée et déployée à plus grande échelle en termes de quantités mises à disposition.

Dans la ville précurseur en matière de Zéro déchet, un rapprochement pourrait également être envisagé avec la communauté créative de La Condition Publique à l'origine de la fabrication de culottes menstruelles (projet rescue) ; ceci, afin d'aller plus loin encore dans la lutte contre la précarité et, surtout, de réduire l'impact environnemental de la production de serviettes hygiéniques.

### Une action complémentaire à la politique menée par le CCAS

Avec le financement obtenu dans le cadre de l'appel à projet régional « Initiatives en faveur de la précarité menstruelle » lancé par la Préfecture du Nord, le CCAS de Roubaix, via sa Maison des femmes, a déjà initié un certain nombre d'actions sur ce thème en lien avec les acteurs du territoire. En 2022, en écho à la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle du 28 mai, le CCAS organisait un premier forum « Les règles sansg tabou » et en prépare une nouvelle édition les 6 et 7 juin prochains. C'est dans le prolongement de ces actions que s'inscrit la mobilisation du service jeunesse de la Ville.

---

« La précarité menstruelle est un sujet trop souvent pris à la légère ; il est pourtant révélateur d'autres formes de précarité pouvant toucher les jeunes femmes et contre lesquelles il convient de lutter. Emboitant le pas au CCAS, la Ville a donc décidé, par le biais de son service jeunesse, d'agir. Elle affirme ainsi sa volonté non seulement d'être aux côtés des jeunes et de les accompagner pour faire face aux difficultés dont ils peuvent être victimes, mais aussi d'être identifiée par ce public comme une collectivité de confiance vers laquelle se tourner et répondant à leurs problèmes et besoins concrets. »

Pierre-François Lazzaro, conseiller spécial auprès du maire en charge de la jeunesse.